Analyse

2021-08

Laudato si' ! et Fratelli tutti :

François, un pape politique ?

Image par Annett Klingner de Pixabay

Isabelle Franck

Septembre 2021

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Depuis 1891 et 'Rerum novarum'[1], les papes s'expriment sur les enjeux sociaux de leur époque dans des encycliques (lettres aux fidèles) qui nourrissent l'enseignement social de l'Église. La prise de parole d'un pape sur les enjeux de son époque n'est donc en rien une nouveauté. « Laudato si' ! », publiée en mai 2015, sort cependant du lot, par l'enthousiasme qu'elle a suscité hors du monde catholique et par son contenu : le pape François y dénonce sans langue de bois les dérives du modèle capitaliste actuel. Cinq ans plus tard, « Fratelli tutti » retient également l'attention par son ton et son propos. Si ces deux textes invitent à une conversion personnelle, ils ont surtout une portée politique inédite.

Les récentes encycliques du pape François, 'Laudato Si' !'[2] et 'Fratelli tutti'[3] sont des textes politiquement très engagés. 'Laudato si' !' a été publiée le 24 mai 2015, à quelques mois de la Cop 21 de Paris et ce n'est certainement pas un hasard. Cette conférence internationale sur le climat était considérée cruciale pour la lutte contre le réchauffement climatique et fixait la limite fatidique à 2 degrés supplémentaires à la fin du siècle. Elle était également importante car elle devait consacrer le soutien des pays riches aux pays appauvris afin que ceux-ci puissent s'adapter aux changements climatiques et faire face aux dégâts déjà en cours.

Dès le deuxième paragraphe, les mots sont lancés dans l'état des lieux que le pape dresse au début de l'encyclique : « utilisation irresponsable et abus des biens », « propriétaires », « dominateurs », « exploiter », « violence ». Claire allusion à un système néolibéral fondé sur l'exploitation irraisonnée des ressources naturelles et l'enrichissement d'une minorité au prix de l'appauvrissement et de l'exploitation de la majorité.

Un peu plus loin, à la suite de son prédécesseur Jean XXIII qui, dans « Pacem in terris », s'adressait non seulement aux chrétiens mais « à tous les hommes de bonne volonté », François dit publier cette encyclique pour « entrer en dialogue avec tous au sujet de notre maison commune ». Dialoguer avec tous au sujet de la maison[4] commune, n'est-ce pas un beau préambule pour faire de la politique, quand cette dernière se veut réellement démocratique ?

François n'est certes pas le premier pape à dénoncer les dérives de notre époque : Paul VI, Jean-Paul II et Benoît XVI ont évoqué, respectivement, une « exploitation inconsidérée de la nature »[5], de nécessaires et profonds changements dans « … les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui nos sociétés »[6], une invitation à « éliminer les causes structurelles des dysfonctionnements de l'économie mondiale et à corriger les modèles de croissance qui semblent incapables de garantir le respect de l'environnement»[7].

Une portée universelle

Mais **jamais encyclique n'avait eu une telle audience et n'avait été accueillie avec tant d'enthousiasme hors des milieux catholiques**. Ainsi, Edgar Morin, sociologue et philosophe

[1] « De choses nouvelles », publiées par le pape Léon XIII
[2] Mai 2015. Lien raccourci : https://miniurl.be/r-3tc7
[3] Octobre 2020. Lien raccourci : https://miniurl.be/r-3tc8
[4] Maison, oikos en grec, un mot que l'on retrouve aussi dans 'économie'.
[5] Lettre apostolique Octogesima adveniens (mai 1971), n.21
[6] Jean-Paul II, Lettre encyclique Centesimus annus (mai 1991), n.38
[7] Discours au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, 8 janvier 2007.

agnostique, la considère « *providentielle* », au sens où ce texte est « *inattendu* » et qu'il « *montre la voie* ». *« Avec ce texte*, dit-il, *il y a à la fois une demande de prise de conscience, une incitation à repenser notre société, et à agir »*[8]. (On retrouve ici, soit dit en passant, le « voir-juger-agir » de l'éducation populaire).

Naomi Klein, auteure et militante juive laïque, ne tarit pas non plus d'éloges quant à cette encyclique : le 1er juillet 2015, elle intervenait au Vatican lors de la conférence de presse de lancement du congrès "People and Planet First: the Imperative to Change Course"[9]. Elle invitait les politiques à ne pas se contenter de lire des résumés de l'encyclique, mais de la lire en entier et de « *la garder dans leur cœur* ».

Cette reconnaissance de la portée universelle et politique du texte papal par des intellectuels militants n'appartenant pas monde catholique est révélatrice : 'Laudato Si' !' (LS) va bien au-delà de constats et d'invitations réservés aux catholiques. L'encyclique dresse sans complaisance un constat de l'échec de notre civilisation et invite à un changement radical.

Un texte mobilisateur

On pourrait dire que, dans l'Église, LS a été pour les croyants un complément au film « Demain ». Le documentaire de Cyril Dion et Mélanie Laurent, sorti fin 2015, a suscité une prise de conscience et une vague d'initiatives citoyennes, en Europe et ailleurs. Pour les chrétiens, la conjonction de ces deux documents a été un puissant stimulant pour la prise en compte de « la clameur de la terre et de la clameur des pauvres »[10]. La révélation ou la confirmation - c'est selon – que *l'option préférentielle pour les pauvres*[11] et le souci écologique sont indissociables. Que pour prendre soin des habitants de la maison commune, et en particulier des plus pauvres, il faut aussi préserver cette dernière de la destruction.

À l'inverse, le pape affirme que « toute approche écologique doit incorporer une perspective sociale qui prenne en compte les droits fondamentaux des plus défavorisés ». Et cela, en vertu du fait que « Dieu a créé le monde pour tous », mais aussi qu'« aujourd'hui, croyants et non-croyants, nous sommes d'accord sur le fait que la terre est essentiellement un héritage commun, dont les fruits doivent bénéficier à tous ». [12]

Cette encyclique souligne par ailleurs que l'Église est légitime pour s'exprimer sur des sujets politiques, dans la mesure où la politique est un instrument au service du bien commun et de la dignité de tout être humain. Qu'elle devrait l'être en tout cas. Car malheureusement, cette noble vision de la politique n'est le plus souvent qu'un souvenir ou un souhait : dans Fratelli tutti (FT), le pape déplore que « la politique n'est plus une discussion saine sur des projets à long terme pour le développement de tous et du bien commun, mais uniquement des recettes

[8] Dans La Croix : https://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Edgar-Morin-L-encyclique-Laudato-Si-est-peut-etre-l-acte-1-d-un-appel-pour-une-nouvelle-civilisation-2015-06-21-1326175
[9] « Les gens et la planète d'abord : l'impératif de changer de cap », 2 et 3 juillet 2015.
[10] LS [49]
[11] « Cette expression est notamment issue des réflexions, dans les années 1960-1970, de la Conférence Episcopale d'Amérique Latine et des Caraïbes qui a beaucoup travaillé à donner une priorité aux milieux sociaux les plus pauvres et les plus nécessiteux. Cette expression a été intégrée officiellement à l'enseignement social de l'Eglise par le Pape Jean-Paul II. » https://miniurl.be/r-3tc9
[12] LS [93]

de marketing visant des résultats immédiats qui trouvent dans la destruction de l'autre le moyen le plus efficace. »[13]

Des relations internationales injustes

Dans Laudato Si' ! ainsi que dans Fratelli Tutti, le pape tient des propos sans équivoque sur les vices du modèle néolibéral.

- Il rappelle que le droit à la **propriété privée**, l'un des piliers de notre civilisation, n'est pas absolu et surtout qu'il est subordonné « à la destination universelle des biens »[14]. Avec Jean-Paul II, il estime que « sur toute propriété pèse toujours une hypothèque sociale, pour que les biens servent à la destination générale que Dieu leur a donnée »[15].

- Il appelle à plus de justice dans les **relations internationales**. « La terre des pauvres du Sud est riche et peu polluée, mais l'accès à la propriété des biens et aux ressources pour satisfaire les besoins vitaux leur est interdit par un système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers. »[16]

- À ce sujet, il évoque **la dette extérieure des pays appauvris** et « 'le droit fondamental des peuples à leur subsistance et à leur progrès'[17] qui est parfois gravement entravé par la pression exercée par la dette extérieure. Le service de la dette, dans bien des cas, non seulement ne favorise pas le développement mais le limite et le conditionne fortement. Restant ferme le principe selon lequel toute dette légitimement contractée est à payer, la manière dont de nombreux pays pauvres l'honorent envers les pays riches ne doit pas en arriver à compromettre leur survie et leur croissance. » Le mot « légitimement » laisse entendre qu'il existe des dettes illégitimes et que celles-ci ne sont pas à rembourser. Or, Entraide et Fraternité l'a rappelé lors de sa campagne 2020-2021, nombre de dettes des pays du Sud sont non seulement illégitimes, mais aussi bien souvent illégales et odieuses, quand elles sont contraires au droit international (transfert de la dette coloniale) ou qu'elles ont servi, au vu et au su des prêteurs, les intérêts particuliers des dirigeants des pays endettés. Quoi qu'il en soit, le pape dénonce le fait que « la dette extérieure des pays pauvres s'est transformée en un instrument de contrôle »[18].

Une politique internationale trop faible

- Il pointe « **la faiblesse de la réaction politique internationale** » et fustige « la soumission du politique à la technologie et aux finances [qui] se révèle dans **l'échec des sommets**

[13] FT [15]
[14] LS [93]
[15] LS [93]
[16] LS [52]

[17] Evoqué par le pape Jean-Paul II dans l'encyclique Centesimus annus (1er mai 1991)

[18] LS [52]

mondiaux sur l'environnement »[19]. Le monde de la technologie et de l'économie laissent « de côté tout ce qui ne fait pas partie de leurs intérêts immédiats »[20]. Sans illusions sur leur action, le pape dénonce en outre le *greenwashing* : « Ainsi, on peut seulement s'attendre à quelques déclarations superficielles, quelques actions philanthropiques isolées, voir des efforts pour montrer une sensibilité envers l'environnement, quand, en réalité, toute tentative des organisations sociales pour modifier les choses sera vue comme une gêne provoquée par des utopistes romantiques ou comme un obstacle à contourner »[21]. De ce fait, « tout ce qui est fragile, comme l'environnement, reste sans défense par rapport aux intérêts du marché divinisé, transformés en règle absolue »[22]

Notons que la sphère économique néolibérale n'est pas la seule à dénigrer le courant écologique. Des expressions comme « khmers verts » servent à discréditer les défenseurs de la nature, à les taxer de liberticides, passéistes (« on va revenir à la bougie »), voire adeptes d'un « totalitarisme vert ». Elles sont utilisées par les tenants d'une politique et d'une économie ultralibérales, qui dénoncent toute tentative de régulation de l'économie ou de mesures contraignantes de protection la nature comme des atteintes inadmissibles à la liberté d'entreprendre et aux droits des citoyen·nes.

Cette faiblesse de la politique, le pape l'évoque aussi au sujet de la crise financière et économique de 2008 : « Sauver les banques à tout prix, en en faisant payer le prix à la population, sans la ferme décision de revoir et de réformer le système dans son ensemble, réaffirme **une emprise absolue des finances qui n'a pas d'avenir** et qui pourra seulement générer de nouvelles crises après une longue, coûteuse et apparente guérison. »[23]

- Pour faire face aux défis écologiques, sociaux, économiques, et l'on ajoutera en 2021 sanitaires, les institutions politiques nationales ne sont plus pertinentes. Le pape en appelle à « **la maturation d'institutions internationales** » qu'il conçoit « plus fortes et efficacement organisées, avec des autorités désignées équitablement par accord entre les gouvernements nationaux, et **dotées de pouvoir pour sanctionner. »** Ce pouvoir de contrainte et de sanction est fondamental pour faire prévaloir le bien commun sur les intérêts privés. Or, même le fameux accord de Paris manque de force contraignante et ne prévoit pas de sanctions en cas d'efforts insuffisants contre le réchauffement climatique. C'est d'autant plus important que les entreprises transnationales disposent, elles, d'armes puissantes comme les tribunaux d'arbitrage privés prévus dans nombre d'accords commerciaux ou d'investissement[24]. Entraide et Fraternité abonde dans ce sens, en plaidant par exemple pour un traité contraignant au niveau de l'ONU, qui obligerait les entreprises à respecter les droits humains et environnementaux.

Des négociations à ce sujet sont en cours depuis plusieurs années à Genève. En 2018, le Vatican a explicitement apporté son soutien à un tel traité, par la voix de son observateur permanent à Genève, qui déclarait alors souhaiter que « les travaux des négociations placent

[19] LS [54]
[20] Ib.
[21] Ib.
[22] Extrait de l'exhortation apostolique Evangelium Gaudium, cité dans LS [56].
[23] LS [189]
[24] Voir « Arbitrage. Les raisons de cette justice d'exception et les moyens d'en sortir », analyse de Renaud Vivien sur https://www.entraide.be/arbitrage

la personne humaine et sa dignité au centre des débats et visent à établir **la responsabilité pénale, civile ou administrative des entreprises** dont la conduite a pour résultat les violations des droits humains dans leur pays ou dans d'autres pays. Les droits des communautés locales doivent être renforcés ainsi que la primauté des droits humains sur le commerce et les investissements. »[25]

Il est intéressant de souligner que cet appel du Vatican en faveur d'institutions politiques démocratiques fortes au niveau mondial ne date pas du pape actuel. François s'appuie en effet sur des propos de son prédécesseur Benoît XVI, qui lui-même s'en référait à Jean XXIII, pape de 1958 à 1963 : « Pour le gouvernement de l'économie mondiale, pour assainir les économies frappées par la crise, pour prévenir son aggravation et de plus grands déséquilibres, pour procéder à un souhaitable désarmement intégral, pour arriver à la sécurité alimentaire et à la paix, pour assurer la protection de l'environnement et pour réguler les flux migratoires, **il est urgent que soit mise en place une véritable *Autorité politique mondiale*** telle qu'elle a déjà été esquissée par mon Prédécesseur, [saint] Jean XXIII»[26].

Migrations et covid-19

- La question des **migrations** retient l'attention du pape. Celles-ci « constitueront un élément fondamental de l'avenir du monde »[27]. « L'augmentation du nombre de migrants fuyant la misère, accrue par la dégradation environnementale, est tragique ; ces migrants ne sont pas reconnus comme réfugiés par les conventions internationales et ils portent le poids de leurs vies à la dérive, sans aucune protection légale. »[28] François dénonce le *deux poids, deux mesures* en matière de dignité humaine : « on ne dira jamais qu'ils ne sont pas des êtres humains, mais dans la pratique, par les décisions et la manière de les traiter, on montre qu'ils sont considérés comme des personnes ayant moins de valeur, moins d'importance, dotées de moins d'humanité. » On ne peut que lui donner raison, que l'on porte le regard aux frontières de l'Union européenne, dans les camps où s'entassent des milliers de candidats réfugiés dans des conditions infra-humaines et dans l'indifférence presque générale, ou au cœur de nos villes, où les « sans-papiers » sont obligés de survivre dans la clandestinité, à la merci d'employeurs peu scrupuleux et de propriétaires véreux.

- Enfin, publiée en octobre 2020, l'encyclique Fratelli tutti ne pouvait faire l'impasse sur **la pandémie de Covid-19**. Sur ses **causes**, d'abord : « Si tout est connecté, il est difficile de penser que cette catastrophe mondiale n'ait aucune relation avec notre façon d'affronter la réalité, en prétendant que nous sommes les maîtres absolus de nos vies et de tout ce qui existe. » Encore une allusion au caractère dominateur et prédateur du système néolibéral. Sur ***l'après***, ensuite : il s'agit de tirer les leçons du drame et d'agir en conséquence. Là-dessus le pape ne se montre pas particulièrement optimiste et se contente d'exprimer, comme dans une litanie, des espoirs au sujet de changements sociétaux, notamment dans l'importance accordée aux services publics de santé : « Plaise au ciel qu'en fin de compte **il n'y ait pas**

[25] Voir « Négociations de Genève : l'Europe et la Belgique muettes, le Pape en pointe », analyse d'Hélène Capocci sur https://www.entraide.be/negociations-de-geneve2018

[26] LS [175]
[27] FT [40]
[28] LS [25]

‘‘les autres’’, mais plutôt un ‘‘nous’’ ! Plaise au ciel que ce ne soit pas un autre épisode grave de l’histoire dont nous n’aurons pas su tirer leçon ! Plaise au ciel que nous n’oubliions pas **les personnes âgées décédées par manque de respirateurs, en partie comme conséquence du démantèlement, année après année, des systèmes de santé !** Plaise au ciel que tant de souffrance ne soit pas inutile, que nous fassions un pas vers **un nouveau mode de vie** et découvrions définitivement que nous avons besoin les uns des autres et que nous avons des dettes les uns envers les autres, afin que l’humanité renaisse avec tous les visages, toutes les mains et toutes les voix au-delà des frontières que nous avons créées ! »[29]

Les raisons d’un succès

Voilà donc abordés, dans deux encycliques, les grands défis de notre temps et les obstacles au progrès de l’humanité vers plus de justice et de dignité. Des obstacles structurels avant d’être individuels, dénoncés avec fermeté et sans complaisance. Bien sûr, le pape François n’est pas le seul à les aborder. Nombre d’économistes, de scientifiques, de politiques, de collectifs et d’activistes décrivent et travaillent sur ces questions depuis des années. La particularité des lettres papales se situe probablement à deux niveaux :

- tout d’abord, en un seul document, Laudato si’ !, **l’ensemble des grands enjeux de notre temps**[30] **sont non seulement rassemblés, mais surtout mis en lien.** S’il fallait retenir une seule chose de cette encyclique, ce serait peut-être « **tout est lié** », expression qui revient pas moins de neuf fois dans LS. Plus précisément, « la clameur de la terre et la clameur des pauvres » sont à écouter et à prendre en compte simultanément. En 2015, cette convergence entre les enjeux sociaux et environnementaux était loin de faire l’unanimité : les exclus l’étaient aussi du débat environnemental, ce qui faisait dire au pape que « leurs problèmes se posent comme un appendice, comme une question qui s’ajoute presque par obligation ou de manière marginale, quand on ne les considère pas comme un pur dommage collatéral. »[31] Six ans plus tard, les mentalités ont évolué dans la société civile, et peu à peu, dans la sphère politique. On risque peu de se tromper en affirmant que ‘Laudato si’ !’ y est pour beaucoup.

- l’autre particularité de ces textes tient au statut de leur auteur : le pape occupe une fonction d’envergure internationale, écoutée et respectée bien au-delà du monde catholique (les voyages du pape, ses discours ou son état de santé font la Une des médias). Il a donc **l’audience d’un homme politique de premier plan** – qui lui permet de s’adresser « à tous les hommes de bonne volonté » -, **mais n’en a pas les contraintes**, notamment celles de ménager des susceptibilités, de remporter l’adhésion de l’opinion publique et de se faire réélire aux élections suivantes. Cela l’autorise à une liberté de ton dont il ne se prive pas de faire usage, fustigeant les abus de pouvoir des uns et les faiblesses des autres. Il est en quelque sorte au-dessus de la mêlée, sans pouvoir politique direct mais avec une audience internationale associée à une absence d’enjeux politiques personnels. Une position qui n’a pas vraiment d’égale aujourd’hui.

[29] FT [35]
[30] Mis à part celui de l’égalité entre les hommes et les femmes, grande absente de Laudato si’ !
[31] LS [49]

Voilà qui explique peut-être le succès de « Laudato Si' ! », les réflexions, engagements et mobilisations qu'il a suscités au sein du monde chrétien et au-delà. Car, loin de se limiter à dénoncer – ce qui pourrait susciter le découragement et le fatalisme -, le pape appelle à une indispensable et radicale « conversion écologique et sociale » qui implique chacun·e, personnellement et collectivement. Fondement de cette conversion, « l'espérance [qui] est audace, [qui] sait regarder **au-delà du confort personnel, des petites sécurités et des compensations** qui rétrécissent l'horizon, pour s'ouvrir à de grands idéaux qui rendent la vie plus belle et plus digne »[32].

Voir et dénoncer les travers de notre civilisation, en comprendre les causes et les interrelations, s'engager personnellement et ensemble pour changer les cours des choses... et si le pape François était un champion de l'éducation permanente ? ☺

[32] FT [55]